

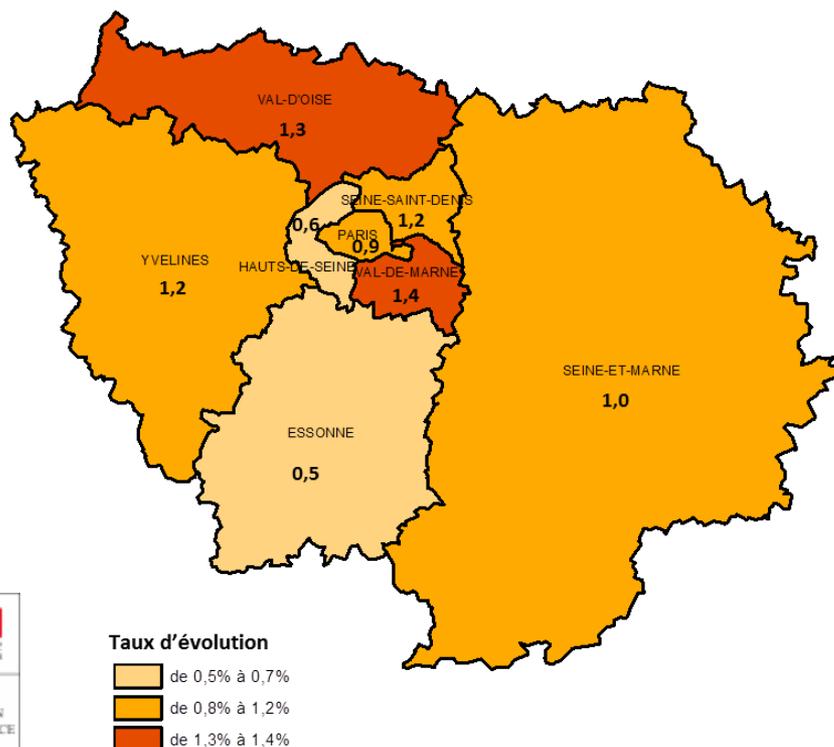
Évolutions récentes du marché du travail
et de l'emploi en Île-de-France

10 nov. 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C
par département entre juin 2017 et septembre 2017 (en %, données CVS-CJO)



- En septembre, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est en hausse sur trois mois de +0,3 % en catégorie A et de +1,0 % en catégorie ABC.
- Le taux de chômage a diminué de 0,2 point au deuxième trimestre 2017, atteignant 8,1 %.
- L'emploi salarié a augmenté de +0,3 % au deuxième trimestre 2017.
- Les plans de sauvegarde de l'emploi et le recours à l'activité partielle sont à des niveaux faibles.

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 8 décembre 2017.

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 8 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 11 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 12 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 13 : [taux de chômage \(Insee\)](#)

Emploi

Page 14 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 15 : déclarations préalables à l'embauche

Page 16 : évolution récente de l'intérim

Page 17 : [évolution récente de l'emploi salarié](#)

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : activité partielle

Page 20 : [procédures de licenciement collectif](#)

Marché du travail

En septembre 2017, 988 710 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Île-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 672 330 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En septembre, la demande d'emploi francilienne en catégorie A profite d'une forte baisse, portée par le recul du nombre de demandeurs de moins de 25 ans (-4,9 %). Elle n'augmente ainsi que légèrement sur trois mois (+0,3 % contre -0,2 % en France métropolitaine). En revanche, le nombre de demandeurs ayant déclaré une activité réduite (catégories B et C) confirme sa croissance (+2,5 % sur trois mois).

Finalement, en catégories A, B et C, l'évolution de la demande d'emploi est très proche de celle de France métropolitaine : elle perd 0,6 % en septembre, gagne 1,0 % par rapport à juin et 2,5% sur un an. La demande d'emploi en catégorie D (en formation) diminue, quant à elle, nettement sur trois mois (-11,2 % contre -7,4 % au niveau national).

Sur trois mois, la demande d'emploi progresse plus rapidement pour les femmes que pour les hommes. L'écart d'évolution atteint 2,8 points sur un an en catégorie A, B et C. Malgré l'embellie du mois de septembre, la demande d'emploi pour ces catégories est quasi stable sur trois mois chez les jeunes franciliens, contre +1,2 % pour les seniors.

L'analyse par professions fait ressortir la hausse de la demande d'emploi sur trois mois des employés du commerce, des services et des cadres, ainsi que des métiers de l'hôtellerie-restauration et du commerce.

Si, pour la première fois depuis mars 2017, la demande d'emploi sur trois mois recule dans certains départements en catégorie A (Essonne et Seine-et-Marne), elle demeure en croissance dans l'ensemble des départements d'Île-de-France en catégories A, B et C.

Au deuxième trimestre 2017, 8,1 % de la population active est au chômage en Île-de-France (contre 9,2 % en France métropolitaine), soit une baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre. C'est le plus faible taux depuis le premier trimestre 2012.

Emploi

Au deuxième trimestre 2017, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente fortement rapport à la même période de 2016, pour les contrats de plus de six mois et CDI (+5,9 %), plus légèrement pour tous les types de contrats (+0,6 %).

L'emploi salarié marchand francilien augmente encore légèrement au deuxième trimestre 2017 (+0,3 % par rapport au premier trimestre, soit +1,8 % sur un an). L'emploi salarié progresse dans la construction et les services marchands, est quasi stable dans le commerce et recule dans l'industrie.

Mutations économiques

Un peu plus de 141 300 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en septembre 2017 en Île-de-France. La construction et la métallurgie cumulent la moitié des heures autorisées.

A fin août 2017, le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi depuis le début de l'année était inférieur à 2016.

Septembre 2017	Île-de-France	France métropolitaine	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	672 330	3 475 600	-1,6	-1,8	0,3	-0,2	0,7	-0,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	988 710	5 615 900	-0,6	-0,5	1,0	1,0	2,5	2,6

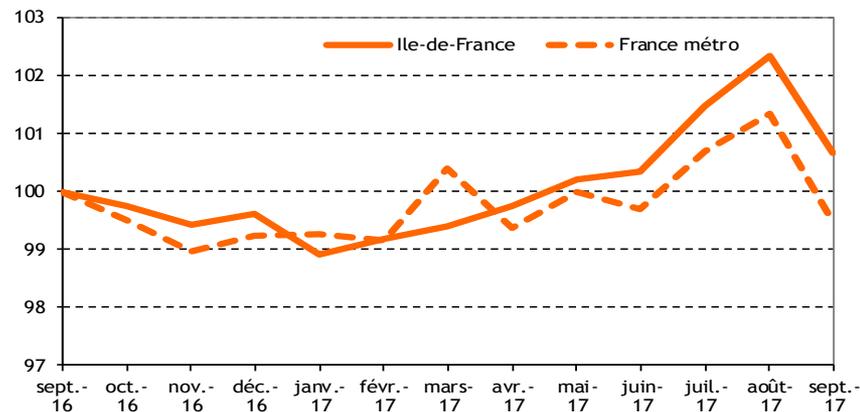
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Après une hausse continue depuis janvier 2017, la demande d'emploi de catégorie A en Île-de-France diminue nettement en septembre (-1,6 % par rapport à août, soit -11 200 demandeurs), après les fortes hausses des mois d'août (+0,9 %) et de juillet (+1,1 %). Cette diminution est légèrement plus accentuée au niveau national (-1,8 %). Toutefois, le nombre de ces demandeurs reste en augmentation sur trois mois (+0,3 %) comme sur un an (+0,7 %) à un rythme similaire à celui de France métropolitaine.

Les évolutions en catégorie A sont cependant affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de +2,5 % sur trois mois. Les demandeurs en catégorie D (en formation), après de fortes hausses en fin d'année 2016 et malgré un rebond en août, diminuent nettement sur trois mois (-11,2 %).

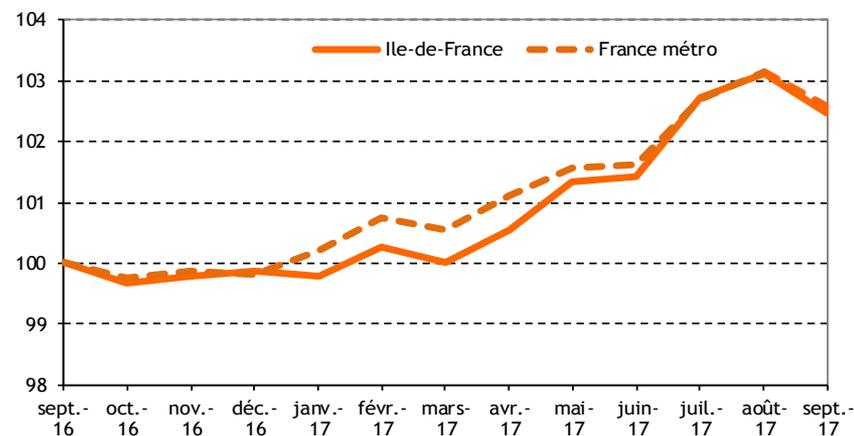
En septembre, la baisse de la demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B et C) est ainsi moins prononcée que pour la seule catégorie A (-0,6 %). Sur trois mois, cette demande gagne 1,0 %. Sur un an, la progression est plus forte (+2,5 %) et similaire à celle enregistrée au niveau national.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 en septembre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 en septembre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) en septembre 2017

Données CVS-CJO Septembre 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trim.	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trim.
Paris	133 330	-1,3	0,4	204 170	-0,5	0,9
Seine-et-Marne	66 240	-2,0	-0,2	100 680	-0,7	1,0
Yvelines	64 880	-3,0	0,3	96 260	-1,5	1,2
Essonne	58 590	-2,9	-0,6	89 050	-1,5	0,5
Hauts-de-Seine	80 020	-1,3	-0,1	115 100	-0,5	0,6
Seine-St-Denis	120 670	-1,2	0,6	169 670	-0,3	1,2
Val-de-Marne	76 070	-1,2	0,6	109 060	-0,2	1,4
Val-d'Oise	72 530	-1,3	1,0	104 720	-0,5	1,3
Île-de-France	672 330	-1,6	0,3	988 710	-0,6	1,0
France métro.	3 475 600	-1,8	-0,2	5 615 900	-0,5	1,0

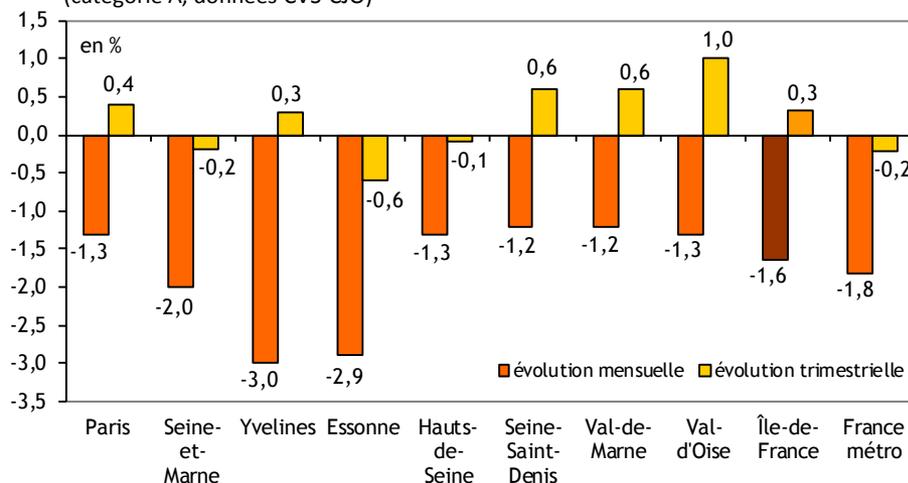
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

La forte baisse de la demande d'emploi en septembre est commune à l'ensemble des départements de la région. Sur trois mois, elle permet à la Seine-et-Marne de bénéficier d'une baisse de la demande en catégorie A (-0,6 %). De même, l'Essonne enregistre une légère baisse (-0,2 %), tandis que la demande dans les Hauts-de-Seine est quasi stable (-0,1 %). Le nombre de demandeurs de catégorie A augmente dans les autres départements, en particulier dans le Val-d'Oise (+1,0 % sur trois mois).

En catégorie A, B et C, la demande d'emploi sur trois mois est moins bien orientée. Elle varie de +0,5 % en Essonne à +1,4 % dans le Val-de-Marne.

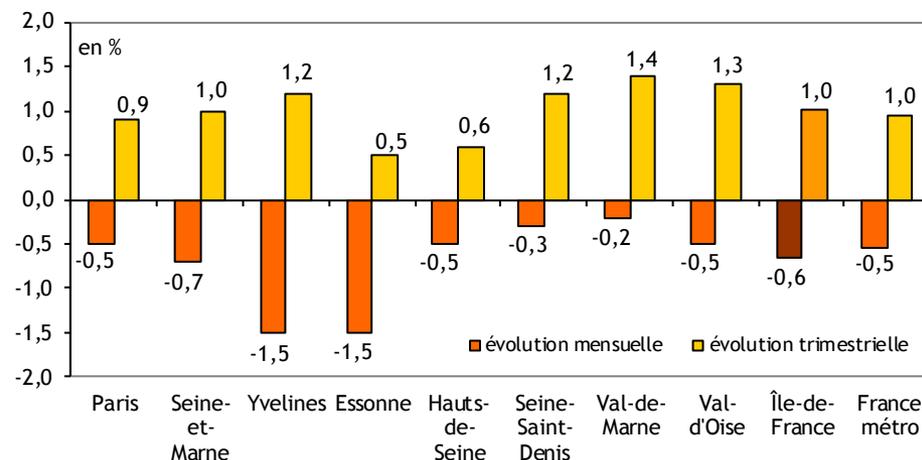
Sur un an, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne connaissent la hausse la plus importante en catégorie A (respectivement +1,0 % et +0,8 %). La progression est plus nette pour les catégories A, B et C, avec un minimum à Paris et dans les Hauts-de-Seine (+1,7 %) et un maximum en Seine-et-Marne (+3,0 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département
(catégorie A, données CVS-CJO)



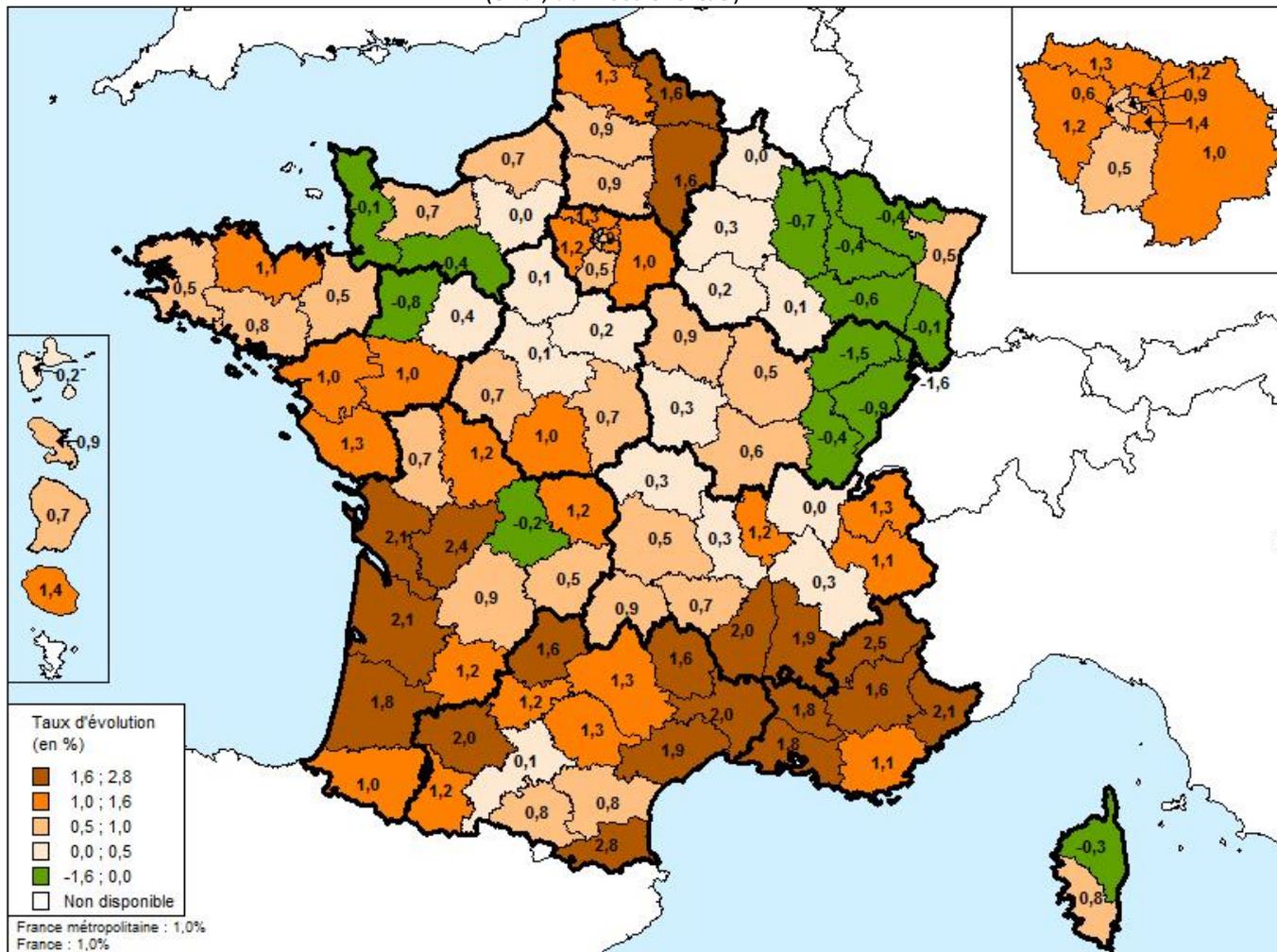
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre juin 2017 et septembre 2017 (en %, données CVS-CJO)



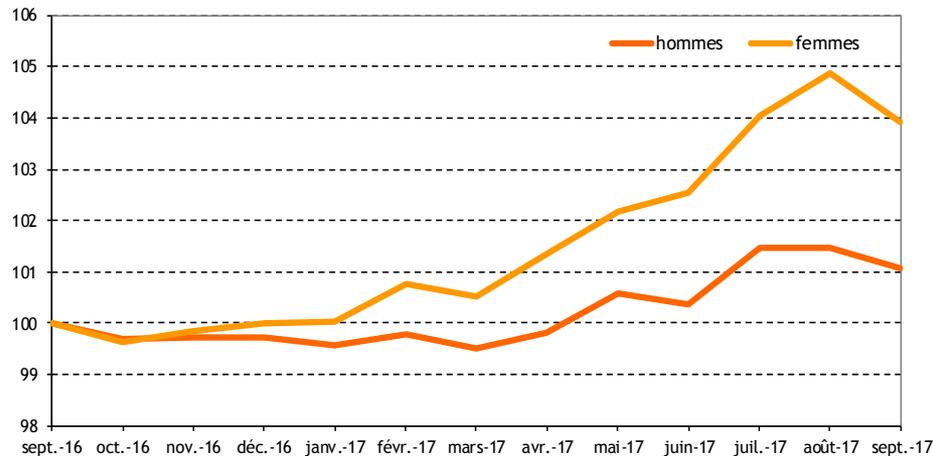
Source : Pôle emploi, Dares; Données CVS-CJO

Sur trois mois, la progression de la demande d'emploi des catégories A, B et C en Île-de-France est plus forte pour les femmes que pour les hommes (respectivement +1,3 % et +0,7 %). C'est également le cas en France métropolitaine où l'écart est de 0,9 point. Pour autant, le recul du nombre de demandeurs d'emploi en septembre est plus marqué pour les femmes que pour les hommes (-0,9 % contre -0,4 % par rapport au mois d'août).

Sur un an, la hausse est ainsi sensiblement plus soutenue pour les femmes (+3,9 %) que pour les hommes (+1,1 %).

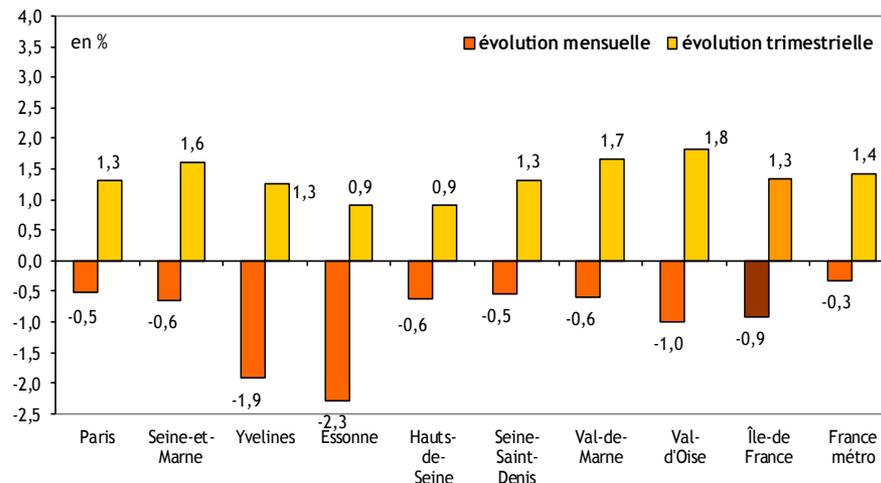
L'évolution de la demande d'emploi est défavorable aux femmes dans l'ensemble des départements de la région. Sur trois mois, les écarts les plus élevés sont en Seine-et-Marne (1,3 point) et dans le Val-d'Oise (1,0 point).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 septembre 2016)



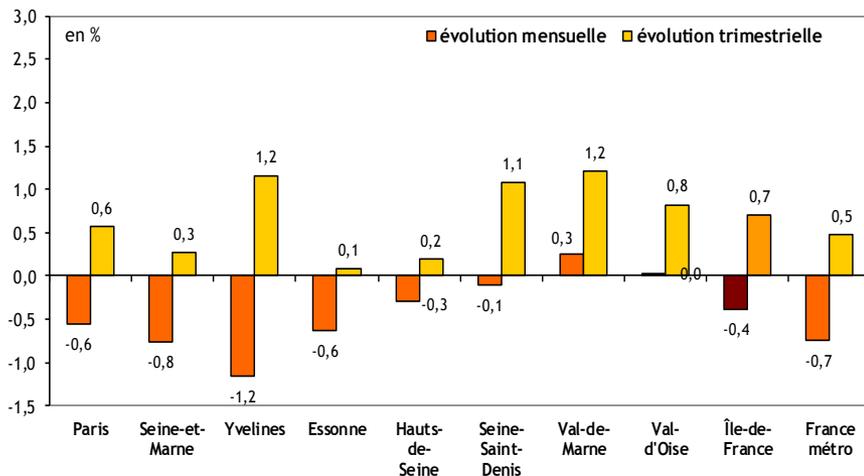
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre d'hommes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



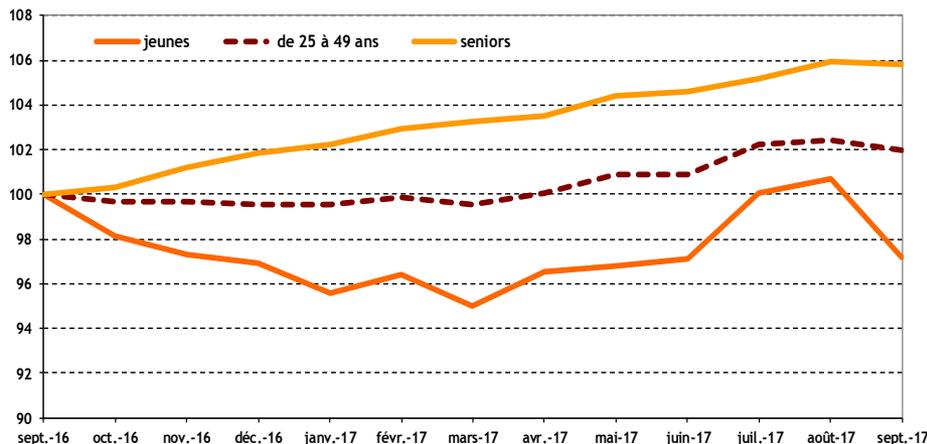
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En progression depuis mars 2017, la demande d'emploi des jeunes (moins de 25 ans) baisse très nettement en septembre (- 3,5 % par rapport à août en catégorie A, B et C en Île-de-France), tandis que celle des seniors (50 ans et plus) est quasi stable.

Sur trois mois, la demande d'emploi des seniors gagne 1,2 %. En revanche, le nombre de demandeurs de moins de 25 ans est quasi stable chez les jeunes (+0,1 % contre -0,3 % en France métropolitaine) mais cache de fortes disparités selon les départements : de -1,5 % en Essonne (- 160 jeunes), il atteint +2,4 % à Paris (+290 jeunes).

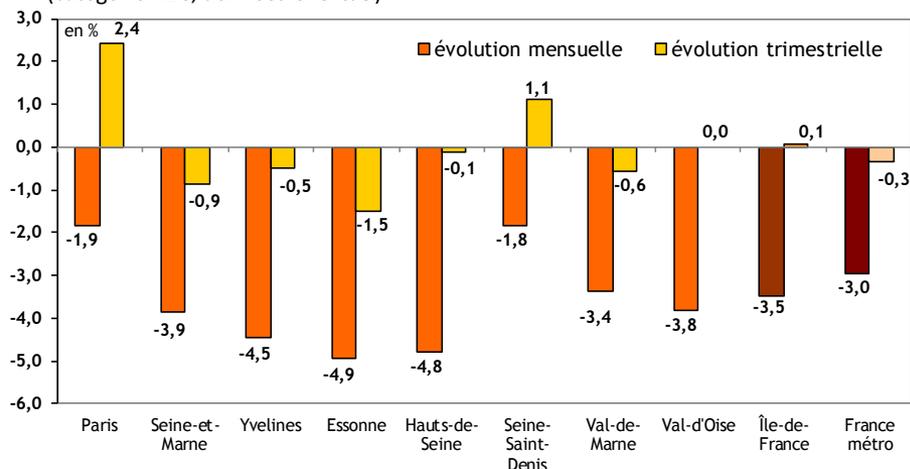
Sur un an, l'évolution est très défavorable aux seniors (+5,8 % en catégorie A, B et C), alors que la demande d'emploi des jeunes perd 2,8 %. En 10 ans, la part des seniors dans les demandeurs d'emploi de la région est passée de 17 % à 26 %.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 septembre 2016)



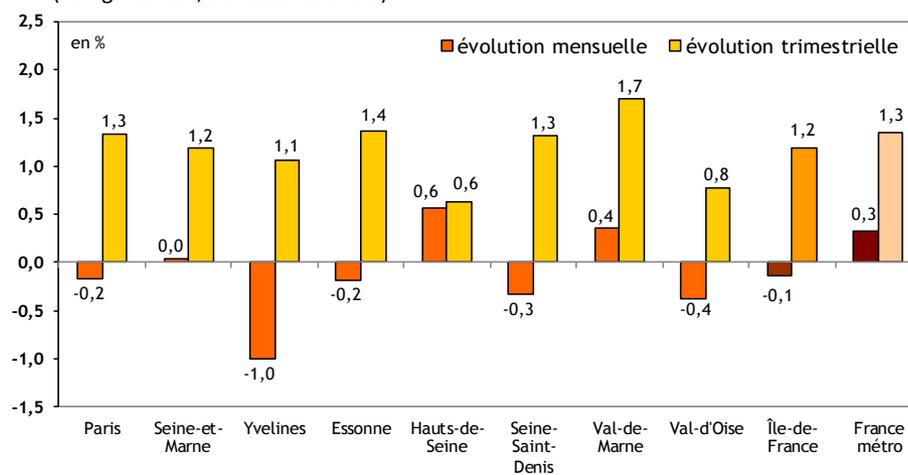
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

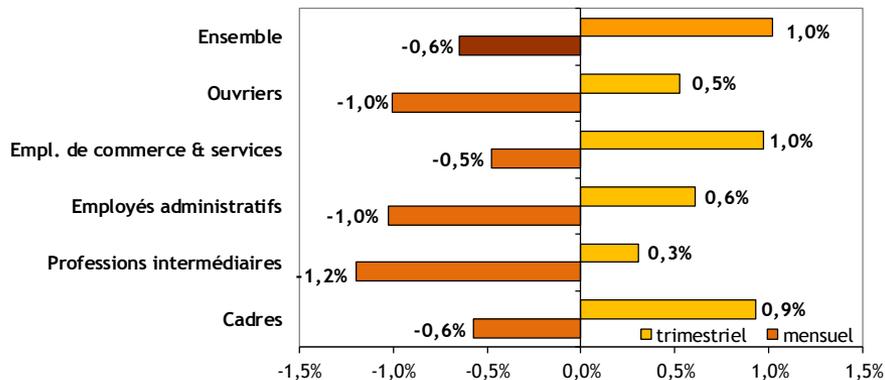
Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché en septembre 2017

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par catégorie professionnelle (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)

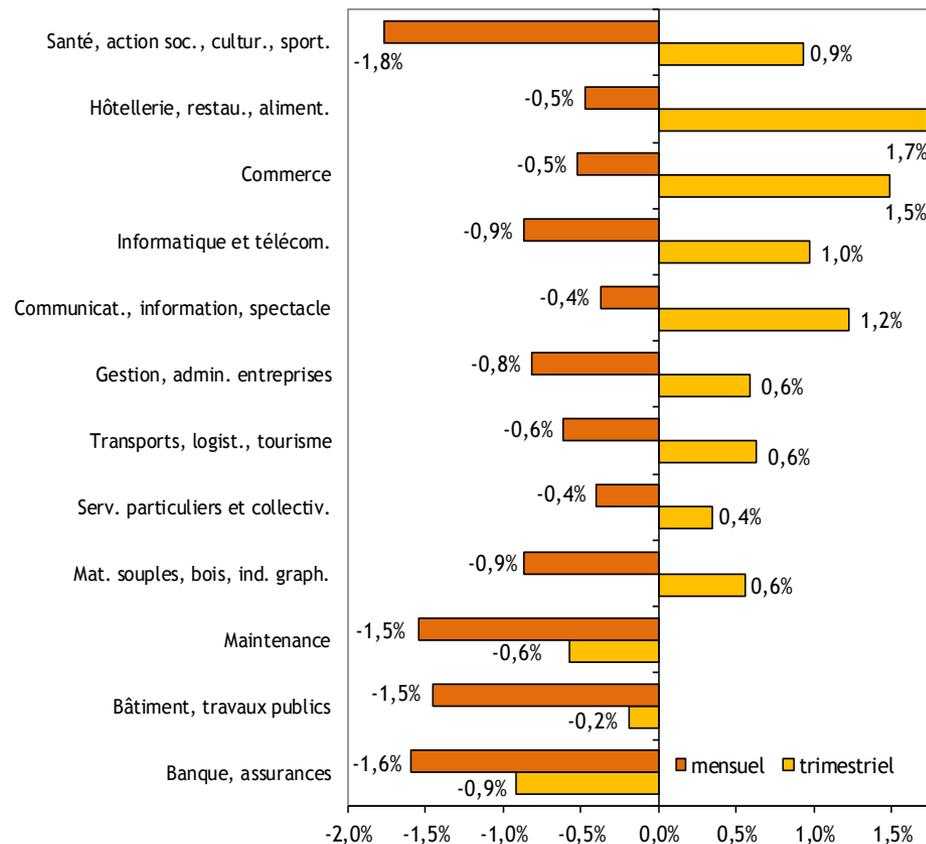


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Malgré une baisse généralisée en septembre, la demande d'emploi des catégories A, B et C en Île-de-France augmente sur trois mois dans chacune des catégories professionnelles. Les employés du commerce, des services (+1,0 %) et les cadres (+0,9 %) pâtissent des plus fortes progressions. La hausse la plus contenue concerne les professions intermédiaires (+0,3 %).

Sur trois mois, les demandeurs d'emploi sont plus nombreux dans la plupart des principaux domaines professionnels, à l'exception de la banque-assurances (-0,9 %), de la maintenance (-0,6 %) et des métiers du bâtiment et travaux publics (-0,2 %). L'hôtellerie-restauration (+1,7 %) et les métiers du commerce (+1,5 %) enregistrent les plus fortes hausses.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

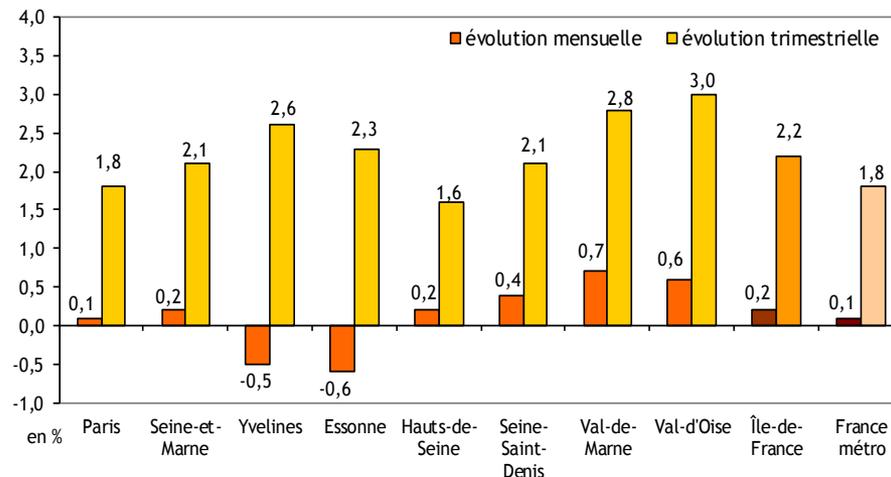
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégorie A, B ou C) se stabilise mais reste en croissance sur trois mois en Île-de-France (+2,2 %), à un rythme légèrement supérieur à celui constaté au niveau national (+1,8 %).

La reprise de la hausse de la demande d'emploi de longue durée est intervenue après une période de baisse, en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D pendant la durée de formation réinitialisant le compteur d'ancienneté des demandeurs concernés). Ainsi, la part de demandeurs d'emploi de longue durée atteint 42,8 % en septembre 2017.

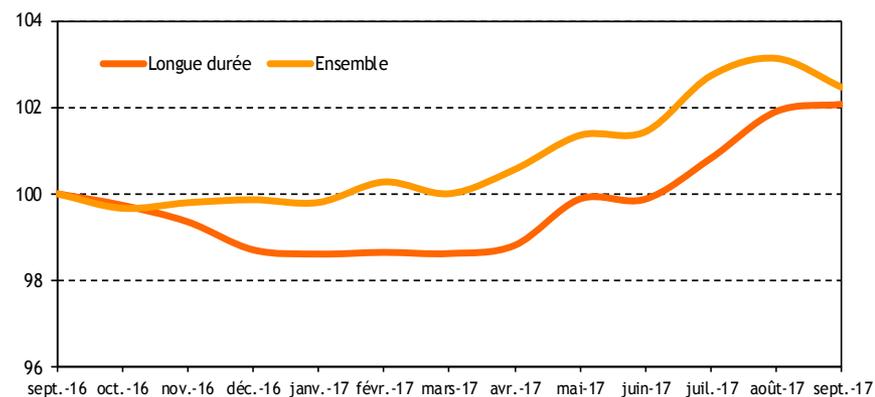
La part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA dans la région, inférieure à celle de France métropolitaine (12,3 % contre 13,1 %), diminue légèrement sur un an (-0,4 point). Celle de Seine-Saint-Denis demeure largement supérieure à celle des autres départements.

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 septembre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

	Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
Fin sept. 2017	12,6%	10,9%	11,0%	9,9%	11,5%	15,9%	11,9%	12,3%	12,3%	13,1%
Fin sept. 2016	13,2%	10,6%	11,5%	10,0%	12,2%	16,4%	12,2%	12,4%	12,7%	13,4%

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Sur trois mois glissants, le nombre de sorties de Pôle emploi repart à la baisse en Île-de-France (-2,8 %).

La forte représentation du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (plus de 40 %) limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'expliquant seulement 6 % des sorties, le recul des entrées en stage (-21,2 % sur trois mois glissants et -45,4 % en glissement annuelle) apparaît cependant comme une tendance de fond depuis le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 20 % des motifs de sorties, progressent nettement sur un an (+8,5 %).

Les entrées à Pôle emploi repartent également à la baisse sur trois mois glissants (-3,1 %), après avoir augmenté entre mars et juillet 2017. En évolution annuelle, le nombre d'inscriptions diminue plus nettement dans la région qu'en France métropolitaine (-4,2 % contre -3,2 %).

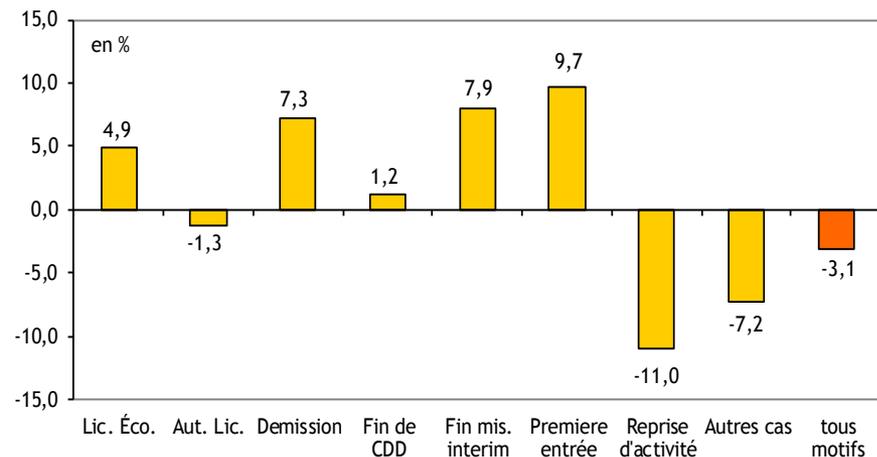
Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (40 % des entrées) rend également délicate l'interprétation des entrées par motifs. Sur un an, se confirment cependant la progression des inscriptions pour « démission » (+13,1 % en glissement annuel) et « fin de mission d'intérim » (+8,4 %), ainsi que le recul des inscriptions pour « première entrée » (-11,8 %) et « licenciement économique » (-5,1 %).

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (Île-de-France, données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au deuxième trimestre 2017, le taux de chômage francilien s'établit à 8,1 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en léger recul de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2017. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,2 % au deuxième trimestre 2017.

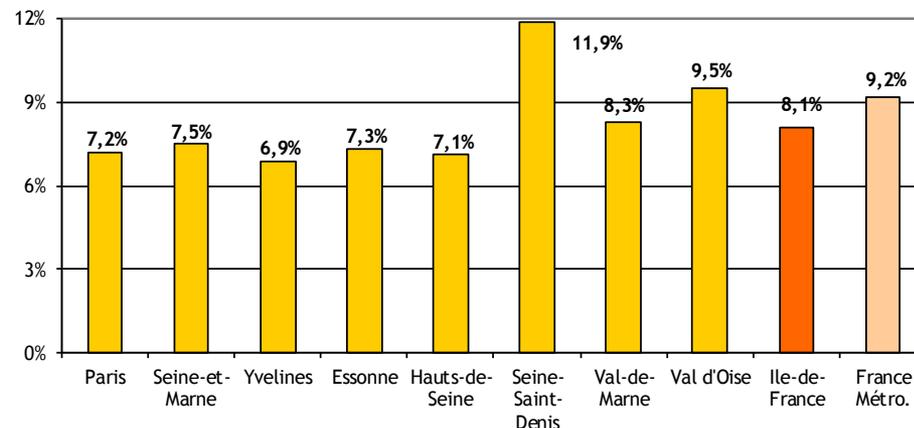
Sur un an, le taux de chômage baisse de 0,5 point aussi bien en Île-de-France qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 1,8 point à sa valeur d'avant la crise (6,3 % au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,4 points de plus qu'au premier trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9 % depuis 2013, le mouvement de baisse, seulement amorcé il y a un an, semble se poursuivre.

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 11,9 %, voit son taux de chômage enregistrer une légère baisse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et reculer de 0,7 point sur un an.

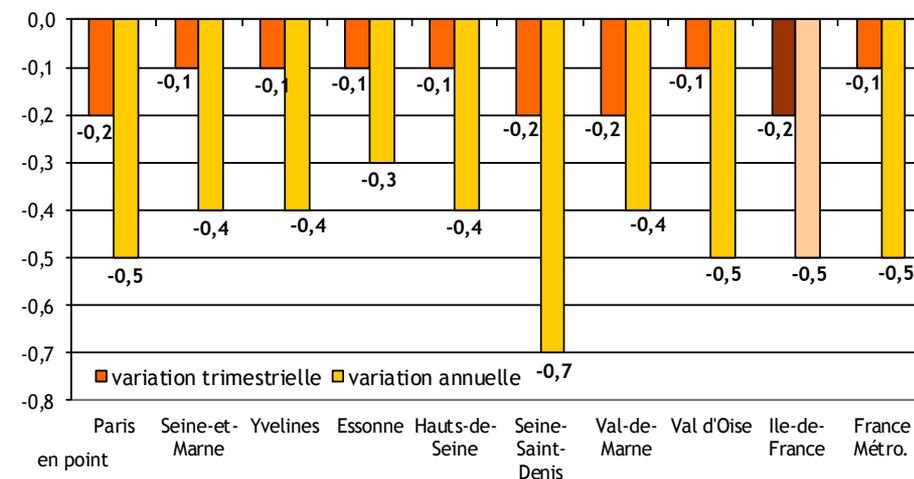
A contrario, il diminue très légèrement sur un an en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, en Essonne, dans les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise (-0,1 %). Seuls Paris, la Seine-et-Marne, les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs ou égaux à 7,5 %.

Taux de chômage localisé au deuxième trimestre 2017 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au deuxième trimestre 2017 (données CVS)

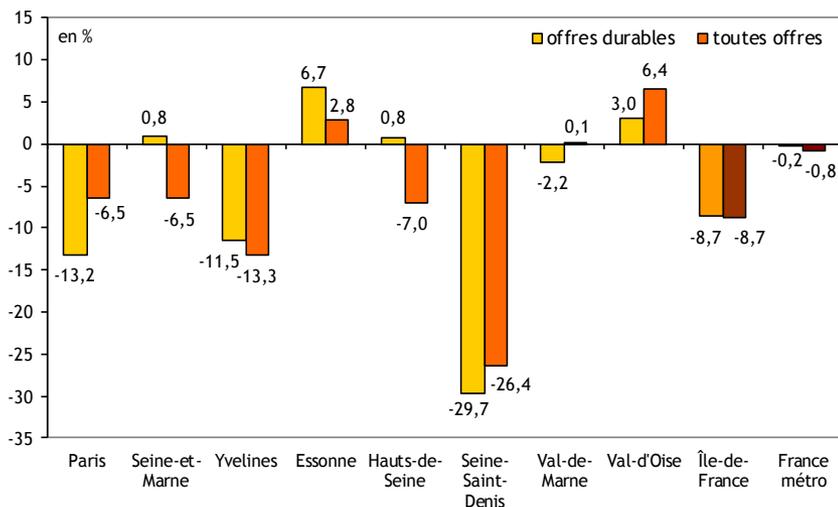


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi en septembre 2017

En septembre 2017, 51 500 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 32 500 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des trois derniers mois, par rapport aux trois mois précédents (données CVS-CJO)

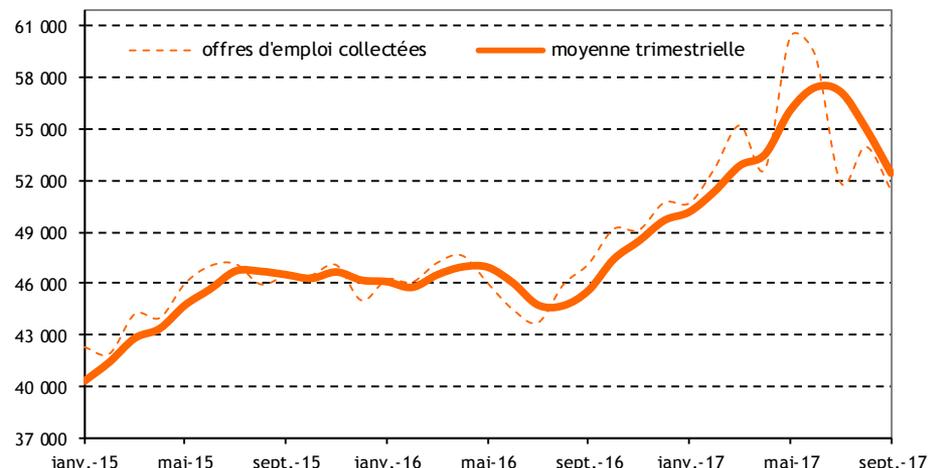


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue fortement (-8,7 %), après une hausse continue entamée au troisième trimestre 2016. Les offres durables connaissent la même tendance baissière (-8,7 %). Le recul est moins marqué en France métropolitaine : -0,8 % pour l'ensemble des offres et -0,2 % pour les offres durables.

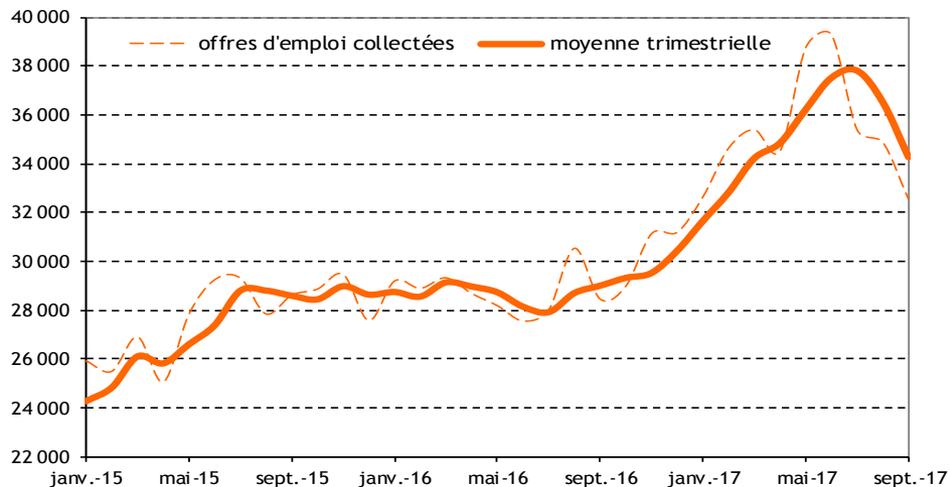
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont en nette progression (+15,0 % soit +6 800 offres), ainsi que les offres durables (+18,2 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au deuxième trimestre 2017

Près de 2 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2017 en Île-de-France, dont 336 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2017 (par rapport au deuxième trimestre 2016) a peu augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+0,6 %) mais fortement augmenté pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +5,9 %).

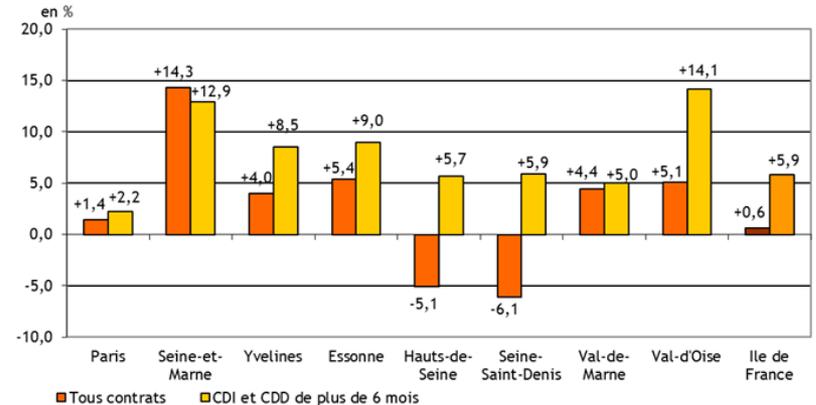
Tous contrats confondus, la Seine-et-Marne a connu une augmentation annuelle très importante (+ 14,3 %). En revanche, cette évolution est négative pour la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine (respectivement -6,1 % et -5,1 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne progressent le plus fortement (respectivement +14,1 % et +12,9 %).

Le secteur de la collecte, gestion des déchets ; récupération a connu une très forte augmentation des contrats durables (plus de 63 % d'augmentation sur un nombre de contrats cependant peu important).

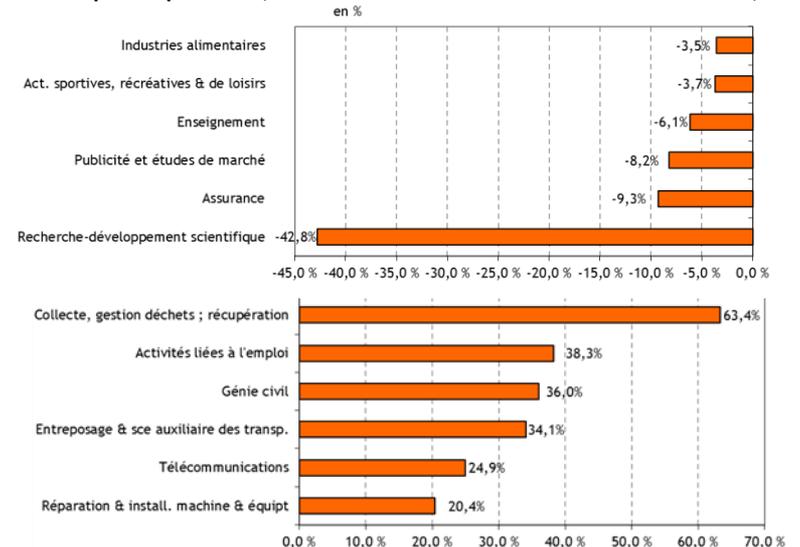
La recherche et le développement scientifique ont connu la baisse la plus importante sur un an (-42,8 %), après un maximum observé au deuxième trimestre 2016.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (2^{ème} trimestre 2017 – 2^{ème} trimestre 2016)



Source : DPAE / Urssaf

Les six secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (Île-de-France, 2^{ème} trimestre 2017 – 2^{ème} trimestre 2016)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin juillet 2017

Plus de 310 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de juillet 2017 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 117 400 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

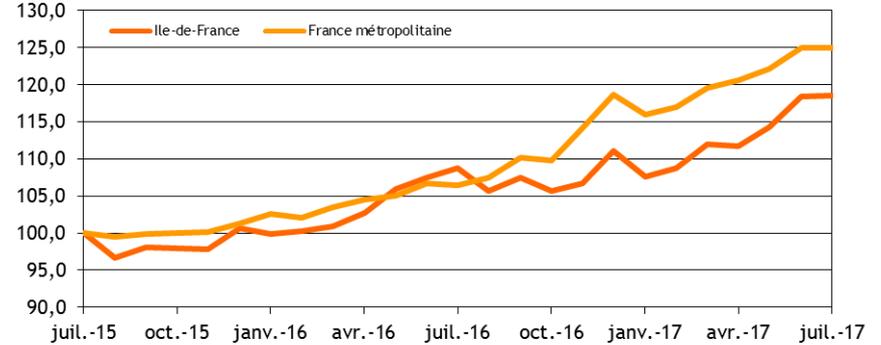
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP se stabilise après plusieurs mois de croissance : +0,1 % par rapport au mois précédent. Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires reste en forte hausse : +5,6 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS) contre +4,2 % au niveau national.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +6,5 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte hausse dans la métallurgie (+9,8 %) et dans la fabrication de matériel de transport (+8,5%), a contrario de la production et distribution d'eau, gestion des déchets (-1,4 %) et des industries agro-alimentaires qui restent stables (+0,3%)

L'activité intérimaire dans la construction poursuit sa hausse, mais à un rythme moins soutenue que les mois précédents : +0,3 % sur les trois derniers mois, par rapport aux trois précédents.

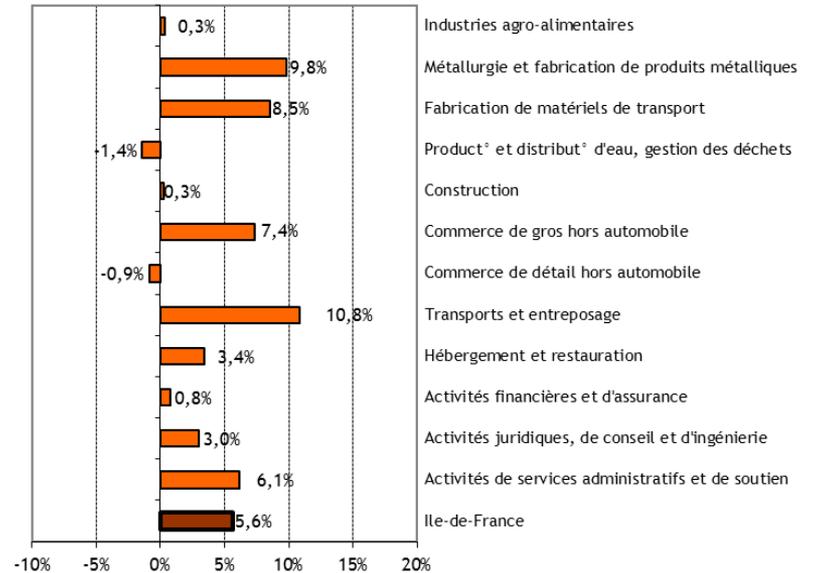
L'intérim augmente également dans le tertiaire (+6,9 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents), et dans tous les principaux secteurs, hormis le commerce de détail (-0,9 %) : des fortes hausses dans le transport/entreposage et dans le commerce de gros (resp. +10,8 % et +7,4 %), et dans une moindre mesure dans les activités juridiques et de l'hébergement / restauration.

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO, base 100 à fin juillet 2017)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

L'emploi salarié au deuxième trimestre 2017

Au deuxième trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,3 % (soit +13 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de +0,4 % (+69 000 emplois).

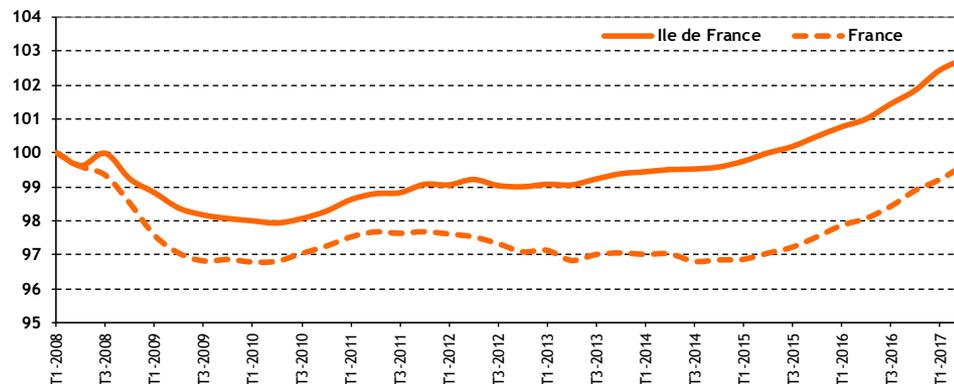
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+1,8 %, soit +72 500 emplois). Il confirme ainsi le dynamisme de l'emploi francilien qui représente près d'un tiers de l'évolution de l'emploi salarié en France métropolitaine.

Au deuxième trimestre 2017, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Yvelines et les Hauts-de-Seine enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé à Paris, en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-d'Oise tandis que les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec près de 50 000 emplois en plus depuis le deuxième trimestre 2016 sur les 72 500 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le premier trimestre 2008 (données CVS)



Source : Insee

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2017	Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2017)		Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2016)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 327 559	4 358	0,3	26 042	2,0
Seine-et-Marne	320 013	2 216	0,7	9 462	3,0
Yvelines	368 759	476	0,1	5 452	1,5
Essonne	311 195	528	0,2	6 279	2,1
Hauts-de-Seine	833 371	754	0,1	6 281	0,8
Seine-Saint-Denis	431 684	2 705	0,6	7 877	1,9
Val-de-Marne	360 053	761	0,2	5 326	1,5
Val-d'Oise	253 150	1 914	0,8	5 751	2,3
Ile-de-France	4 205 783	13 713	0,3	72 472	1,8
France métropolitaine	16 164 700	69 000	0,4	254 500	1,6

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au deuxième trimestre 2017

Au deuxième trimestre 2017, l'évolution trimestrielle de l'emploi enregistre un léger recul dans l'industrie (-0,5 %, -2 200 emplois) et progresse modérément dans la construction (+0,7 %, soit +1 900 emplois) et le commerce (+0,1 %, soit +480 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +0,5 % soit +13 500 emplois.

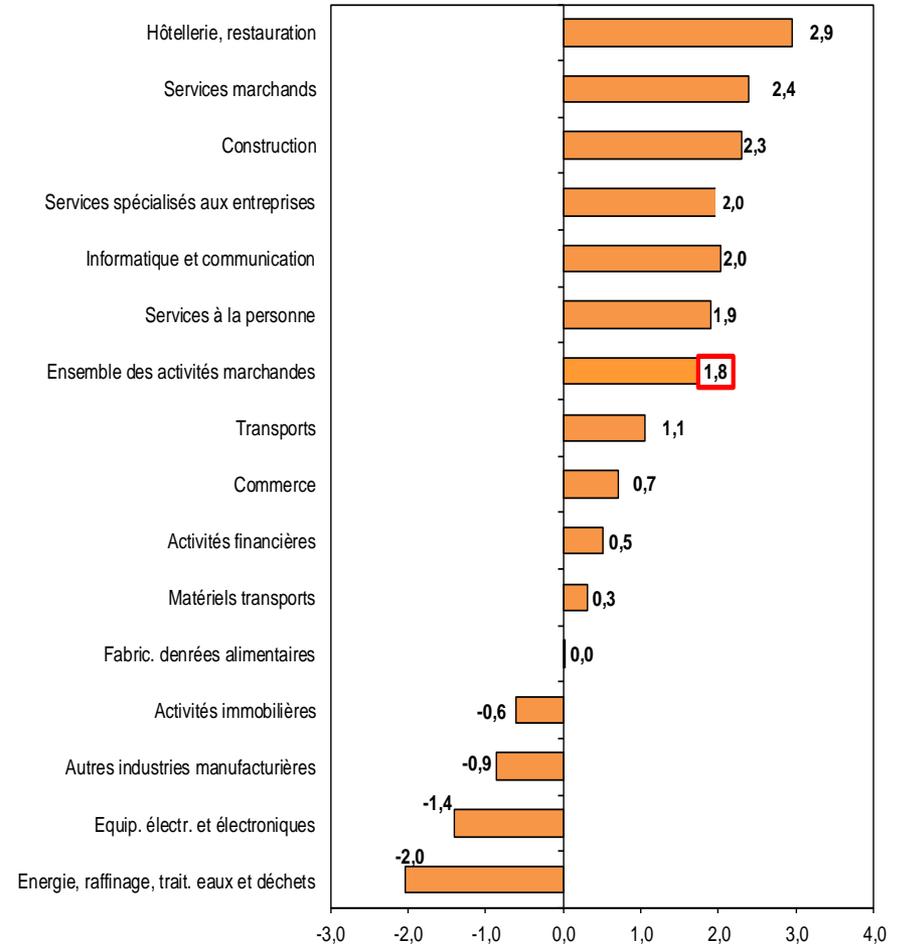
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -0,9 % dans l'industrie et augmenté de +2,3 % dans la construction et de +2,4 % dans les services marchands. Au sein de l'industrie, la plupart des secteurs d'activités, et notamment l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets (-2,0% soit -1 600 emplois), ainsi que le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (-1,4 %, soit -1 020 emplois) perdent un nombre important d'emplois. Seul celui de la fabrication de matériels de transport bénéficie d'une hausse (+0,3 %).

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,7 % (+4 900 emplois).

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,4 % (+65 300 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais est soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a connu une augmentation importante de +22,6 %.

Tous les autres secteurs d'activité des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur de l'hôtellerie, restauration (+2,9 % soit 8 800 emplois), celui de l'informatique et communication (+2,0 %, soit 7 700 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,0 %, soit +18 400 emplois) ont connu la plus forte croissance, hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2^e trimestre 2016 et le 2^e trimestre 2017, dans les principaux secteurs d'activité marchands (en %, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+22,6%) n'est pas représenté



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en septembre 2017

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en Septembre	49	9	5	9	3	4	6	1	12
cumul 2017	625	133	68	100	58	38	101	51	76
cumul 2016 (septembre)	961	207	124	156	122	59	85	79	129
Heures associées en septembre	141325	21202	8985	14019	3570	4137	47506	900	41006
cumul 2017	2 714 541	195 393	245 795	683 636	485 035	118 631	242 865	399 041	344 145
cumul 2016 (septembre)	5 423 605	390 627	593 753	1 827 101	825 041	413 595	238 033	465 601	669 853
Evolution	-49,9%	-50,0%	-58,6%	-62,6%	-41,2%	-71,3%	2,0%	-14,3%	-48,6%

En septembre dernier, 49 décisions d'activité partielle* ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 141 325 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France, soit l'un des chiffres les plus faibles de ces derniers mois.

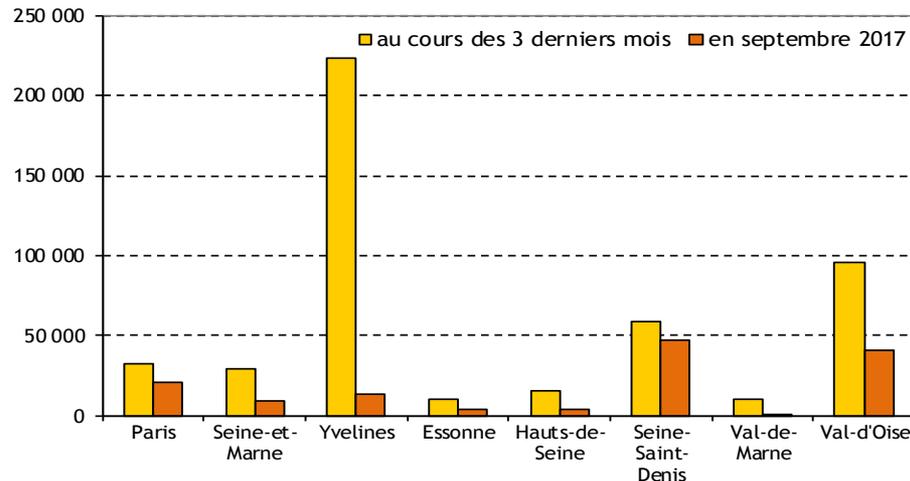
Les secteurs de la construction et de la métallurgie cumulent à eux seuls 77 220 heures d'activité partielle soit près de 55 % du total régional tous secteurs confondus. La majorité de ces heures concernent des établissements de la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise.

La Seine-Saint-Denis cumule ainsi 34 % des heures demandées ce mois dans la région et le Val-d'Oise, deuxième département le plus touché, 29 % des heures demandées.

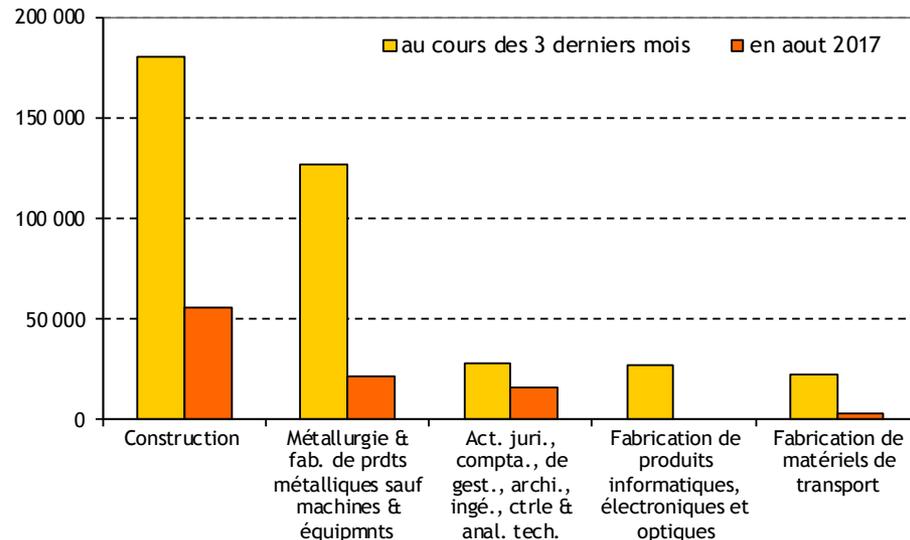
Les départements de Paris et des Yvelines concentrent respectivement 15 % et 10 % des heures autorisées en septembre dernier.

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Les plans de sauvegarde de l'emploi en août 2017

Avertissement : les données concernant les Plans de Sauvegarde de l'Emploi n'ont pas pu être actualisées au mois de septembre à la suite d'un problème du système d'information du Ministère du Travail gérant les PSE.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE en août	8	6		2						
Cumul 2017	181	52	7	10	10	46	19	13	11	13
Cumul 2016 (janvier à août)	243	56	8	9	9	75	17	14	15	40
Salariés concernés	321	156		165						/
Cumul 2017	11 531	2 025	407	1 498	976	2 818	2 554	584	669	/
Cumul 2016 (janvier à août)	14 668	3339	413	999	1190	4989	2207	784	747	/
Evolution	-21%	-39%	-1%	50%	-18%	-44%	16%	/	-10%	/

En août 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de huit plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 321 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois. Ce chiffre est faible, mais dans la moyenne constaté pour un mois d'août depuis 2013.

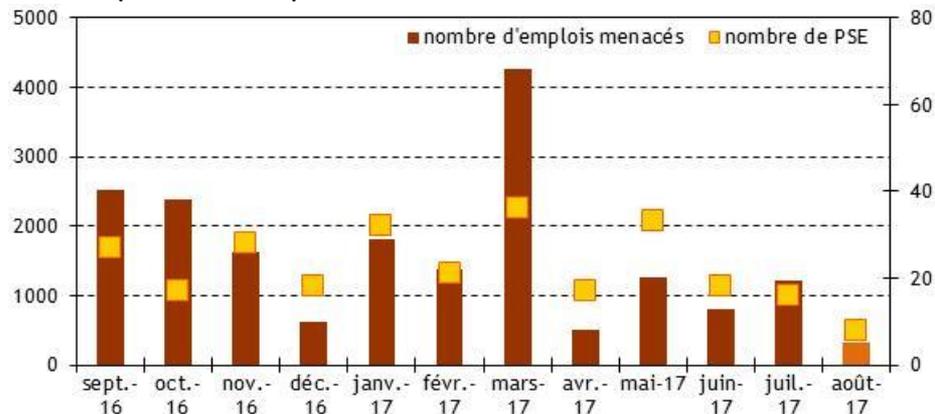
Seulement deux départements ont été concernés par les PSE, Paris et les Yvelines.

Le PSE le plus conséquent affecte le secteur de l'industrie alimentaire et menace 93 salariés. En chiffres bruts, les entreprises de commerce sont celles qui menacent le plus d'emplois.

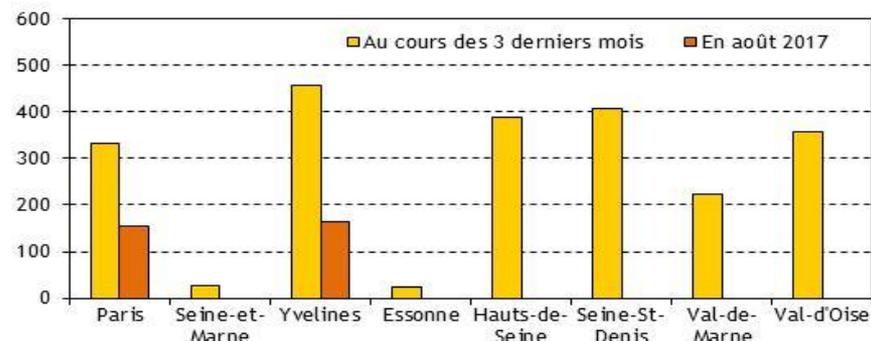
Depuis le début de l'année, les entreprises qui menacent le plus d'emplois proportionnellement à leur emploi local sont celles de l'industrie chimique et de la fabrication de produits minéraux. Toutefois, ces secteurs emploient un nombre de salariés limité dans la région.

Accompagnement des mutations économiques

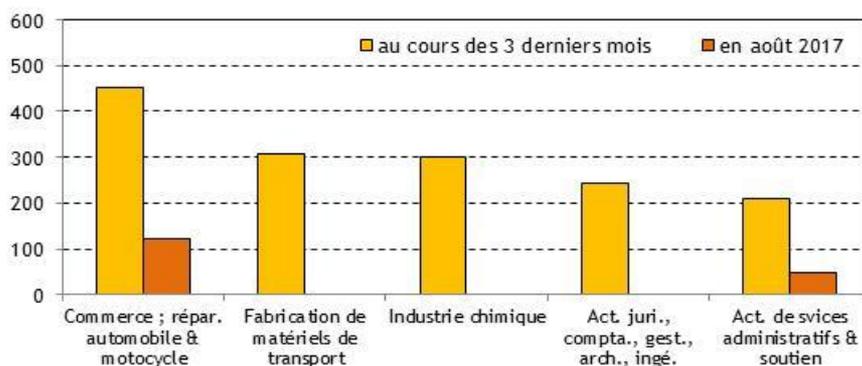
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés





Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr